

BERTRAND, Maurice. *La fin de Tordre militaire*. Paris, Presses de la FNSP, 1996, 132 p.

Houchang Hassan-Yari

Volume 28, Number 2, 1997

La paix par l'intégration ? Régionalisme et perspectives de sécurité

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703757ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703757ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Hassan-Yari, H. (1997). Review of [BERTRAND, Maurice. *La fin de Tordre militaire*. Paris, Presses de la FNSP, 1996, 132 p.]. *Études internationales*, 28(2), 414-416. <https://doi.org/10.7202/703757ar>

La fin de l'ordre militaire.

BERTRAND, Maurice. Paris, Presses de la FNSP, 1996, 132 p.

« Expert sur la restructuration des Nations Unies », M. Bertrand, rêveur, veut révolutionner les esprits fatalistes qui croient toujours en ce « réalisme naïf » selon lequel « Les guerres ont toujours existé et existeront toujours », « La guerre est un produit de la nature humaine », et « Si tu veux la paix, prépare la guerre ». (p. 121) « La thèse qui est soutenue dans ce livre est que cette opinion commune est erronée » et « (...) qu'une révolution intellectuelle est en cours de préparation en ce domaine et qu'elle sera d'une ampleur inégalée dans la mesure où elle entraînera une transformation profonde de la structure politique de la planète ». (p. 13) L'auteur fait appel aux exemples historiques (Renaissance, Réforme, révolution scientifique au xvii^e siècle, révolution démocratique au xviii^e, révolution industrielle au xix^e, décolonisation au xx^e) pour démontrer l'évolution somme toute positive de la société humaine et l'inévitabilité des changements jugés utopiques avant leur réalisation. Le domaine de la sécurité au niveau mondial n'échappe pas à cette logique révolutionnaire.

Le premier chapitre, « Une évolution intellectuelle et politique », traite cette question. Tout en reconnaissant l'influence considérable de l'économie sur le social et sur le politique, l'auteur questionne la croyance néo-libérale monétariste selon laquelle le politique dépend uniquement de l'économie, et affirme l'importance du domaine militaire dans l'équation. Cependant, depuis la

fin de la guerre froide, des formules de sécurité, autrefois faciles à apprécier, sont devenues difficilement intelligibles pour le commun des mortels. « Il n'y a plus d'ennemi désigné ».

L'irrationalité des politiques militaires, illustrée par la bizarrerie entourant la réduction des armements (nucléaires, chimiques et bactériologiques, conventionnelles) et le maintien des structures militaires, fait l'objet du deuxième chapitre. Selon l'auteur, la disparition de « l'équilibre des forces » se traduit par une surcapacité inutile où sur les quelque 700 à 800 milliards de dollars du total des dépenses militaires dans le monde, l'Alliance atlantique représente près de 60 % (États-Unis plus d'un tiers, Europe atlantiste 25 %, Japon 8 %), la Russie environ 10 % et la Chine 1 %. Cette surcapacité est d'autant plus irrationnelle qu'elle ne peut guère trouver de sens que dans la renaissance éventuelle d'une opposition Est-Ouest, et qu'aucun des deux pays (É.-U., Russie) n'a intérêt à ce qu'elle renaisse. Donc, la seule attitude rationnelle consisterait à poursuivre les négociations pour une réduction beaucoup plus drastique des armements nucléaires et conventionnels des deux côtés. (p. 31)

M. Bertrand réfute les arguments justificatifs des politiques militaires suivies par les États et destinées à obtenir le soutien des peuples pour conserver les structures existantes. Il comprend mal comment dans un processus de mondialisation tout changerait en matière d'économie, de finances, de culture, de communication, d'environnement, sauf le domaine de la guerre et de la paix qui serait statique, pour ne pas dire régressif. Les

seuls changements concerneraient la modernisation continue des techniques guerrières.

Les transformations fondamentales (dans les méthodes de sécurité et dans la nature des menaces) en matière de sécurité, oubliées volontiers ou sous-estimées par des dirigeants politiques, font l'objet du troisième chapitre. Ces changements (la construction de l'Union européenne, les accords de contrôle des armements, le lancement de la CSCE, la fin de la guerre froide, etc.) ne sont que les produits d'une transformation profonde des mentalités à l'égard de la guerre et de la paix en général. Les classes moyennes et les classes dirigeantes des pays développés ont atteint un niveau de prospérité inégalé et n'ont pas envie de le voir remettre en question par des guerres qui pourraient entraîner la destruction du genre humain. La puissance et la gloire se mesurent aujourd'hui par des réalisations souples : l'argent qui permet de tout acheter ; l'information qui permet de tout faire croire ; les succès artistiques, scientifiques, sportifs. (p. 59)

Le quatrième chapitre est consacré à la recherche d'un autre système de sécurité, un système non clausewitzien, non réaliste. Après avoir présenté les systèmes féodaux, des armées royales et nationales et le premier système nucléaire, M. Bertrand examine la question de l'inévitabilité de l'intégration politique du monde et son aboutissement logique, c'est-à-dire la mise en place du système de sécurité actuel qui cherche à établir une paix permanente entre États et à l'intérieur des États.

Le cinquième chapitre, « La sécurité à l'échelle mondiale », affirme que, malgré les apparences, les chances de solution hégémonique de l'unification politique de la planète sont aujourd'hui nulles et la vocation des É.-U. à devenir le gendarme du monde est loin d'être certaine. Le système politique non structuré qui dirige actuellement la planète est incapable de résoudre des problèmes de plus en plus difficiles.

Dans ces conditions, à l'intérieur de l'establishment économique et politique, des révisions déchirantes deviendront inévitables. Il s'agit d'une rupture entre la logique territoriale et la logique planétaire, entre l'idéologie officielle et les convictions profondes du citoyen moyen. C'est ce qui se produit toujours à la veille des révolutions, qu'elles soient intellectuelles ou politiques. Ce sixième chapitre consacre une place importante à la question de respect des droits de l'homme qui remet en question le principe sacré de la souveraineté nationale de l'État (paragraphe 7 de l'article 2 de la Charte de l'ONU). L'idée de sanction supranationale, la création de tribunaux pour juger les criminels de guerre, les droits des enfants, la campagne d'interdiction des mines antipersonnel (appuyée par l'UNICEF, le HCR, le CICR, plusieurs gouvernements) et d'autres transformations fondamentales sont des signes de cette reconversion intellectuelle et structurelle de la révolution en cours. Pour que ce processus aboutisse, il faut que les idées sur le rôle de l'ONU soient complètement renouvelées. Dans ces conditions, à l'intérieur de l'establishment économique et politique, des révisions déchirantes deviendront inévitables.

L'inefficacité de l'ONU, qui suscite « la remise en question radicale des idées sur la paix et sur le système institutionnel qui en est le résultat » (objet du 7^e chapitre), amène M. Bertrand à proposer « une construction institutionnelle différente ». Après avoir démontré la fausseté des quatre idées sur lesquelles l'organisation mondiale a été construite (la sécurité collective, les opérations de maintien de la paix, la notion d'égalité souveraine des États, les organismes spécialisés dans le domaine économique et social), l'auteur propose la réorganisation sur des bases nouvelles de la construction de la paix en cette fin de xx^e siècle. Selon lui, il n'y a qu'un seul type d'institutions qui permette de construire et de maintenir la paix. La paix ne peut être que le résultat d'un consensus entre les peuples par des négociations. « L'Organisation de sécurité globale », qui se veut plus petite mais surtout plus efficace que l'ONU, au niveau mondial, est composée du Conseil de sécurité globale (23 chefs d'État), de la Commission mondiale, de l'Assemblée générale des États membres (environ 150), du Parlement mondial (800 parlementaires), du Conseil des minorités, de la Banque centrale mondiale, du Fonds de développement et d'investissement, des Comités sectoriels, des Comités spéciaux, des Comités techniques ; au niveau régional, elle comprend trois Organisations régionales de sécurité et sept Organisations économiques régionales. (p. 129) La proposition qui assure la représentation directe des citoyens, et de la société civile aussi bien que de celle des gouvernements, apporte un air frais au débat actuel sur la réorganisation de l'ONU. Cependant, pour sa

mise sur pied il faut une révolution profonde dans l'esprit des membres privilégiés de l'Organisation actuelle ; l'attitude américaine face à la nouvelle candidature de Boutros Boutros-Ghali comme Secrétaire général de l'ONU ne laisse pas de doute que le rêve de M. Bertrand doit parcourir un très long chemin.

Il existe un besoin urgent pour d'autres ouvrages de ce genre, rêveur, mais surtout songeur, qui ne glorifient point les principes réalistes en matière de politique étrangère, « utiles » dans les années cinquante, aujourd'hui caduques. La proposition de l'auteur quant à la création d'une « organisation de représentation directe pour les grands pays et de représentation régionale pour les autres », (p. 115) est un mélange de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité de l'ONU, qui, bien que mieux adapté à la réalité de l'heure, préserve l'incontestable prédominance du Nord sur le Sud.

Même s'il suscite plus de questions que de réponses (en fait les sept chapitres du livre servent d'introduction à la conclusion qui laisse le lecteur sur sa faim), le schéma mérite d'être creusé, travaillé et davantage réfléchi, surtout devant le blocage qui rend le fonctionnement normal de l'ONU, l'instauration d'une véritable harmonie entre les nations, impossible.

Houchang HASSAN-YARI

*Collège militaire royal du Canada,
Kingston, Canada*